

\*

*Gestation.* J'ai eu le triste privilège de passer mon enfance dans une colonie française et dans une banlieue de Marseille. Cela m'a permis de comprendre, très tôt, que si le partage inégal de la plus-value est la finalité de notre société, son ressort demeure une hiérarchie de mépris.

\*

*Bannissement.* La banlieue, c'est l'espace du "ban", du bannissement pour ceux qu'on ne veut plus ni voir ni entendre. Adolescent, j'avais saisi d'instinct qu'il valait mieux — en usant de tout son intellect et de tout son courage — fuir cette "zone" bétonnée ; sous peine de se borner à un discours de plainte ou à l'attente d'un vain miracle. Car il faut avoir la foi en l'Homme ou en Dieu, bien chevillée à l'âme, pour s'imaginer que les gens du Centre — oubliant leur égoïsme — vous cajoleront. La gangrène de l'inhumain s'attaque d'abord à la périphérie du corps social : elle amplifie ses infirmités et les erreurs de diagnostic.

\*

*Humain.* Quand on voit l'état de certains immeubles de banlieue, on songe à la phrase de Dante, aux portes de

l'Enfer : "Vous qui entrez ici, abandonnez toute espérance !" On ne peut réduire une population à des conditions infra-humaines, la fuir ou refuser de l'assister pour s'étonner ensuite qu'elle se replie sur elle-même, se "tribalise" et réfute les valeurs républicaines. Car, au-delà d'un déficit budgétaire que tente de réduire la "péréquation", ces gens souffrent surtout d'un déficit d'humanité à leur égard. Or, voilà bien le drame de notre Nation : l'humanisme est une notion qui ne se transmet pas, qui ne s'apprend pas ! On est humain ou pas.

\*

*Parvenu.* Quand on est pauvre, on a toujours l'impression d'être inadapté, d'affronter des codes de conduite dont les règles vous échappent. La société vous suggère d'améliorer votre situation, tout en multipliant les obstacles pour vous l'interdire. Et, quand vous avez enfin l'impression d'avoir grimpé dans l'arbre social, vous devenez un méprisable parvenu !

\*

*Hommage.* En France, l'apartheid ne s'inscrit pas dans la Loi, mais dans les faits. Les enfants les plus modestes seront naturellement exclus de la haute fonction publique, du monde des affaires et des beaux quartiers. Qu'il y ait de leur part, une complaisance pour la fatalité, n'excuse en rien les mécanismes d'exclusion mis en place : ils fonctionnent à merveille. Dans l'intimité des conseils d'administration et des jurys de concours, on pratique la distinction sociale en toute courtoisie et l'élimination de la différence, en toute bonne conscience. Notre bourgeoisie républicaine obtient cela sans révolte. Quelle habileté ! C'est même, pour reprendre une expression de l'Ancien Régime, du Grand Art.

*Avantages.* Être pauvre offre, tout de même, des avantages. On apprend à compter sur ses propres forces. On sent bien que les hommes politiques n'amélioreront notre sort qu'à la marge. On se défie de toute logorrhée normative. On s'épargne les mondanités. Bref, on va à l'essentiel !

\*

*Vécu.* La sociologie, c'est l'art de manier scientifiquement la tautologie. Qu'importe l'objectivité des paramètres retenus, on aboutit toujours au même constat : la "fracture sociale" s'aggrave. Pire encore, on a parfois l'impression qu'en faisant de la misère, un fait objectif et distancié : les démunis se trouvent dépouillés de leur propre vécu. Objets d'études, sujets de rien !

\*

*Symbolique.* Comme tout mythe, la démocratie est un jeu social. Mais, c'est un jeu qui doit demeurer crédible. Notre classe dirigeante est si médiocre que la fonction symbolique de la politique lui échappe ! Un député doit être présent à l'assemblée. Une Loi votée doit s'appliquer par décrets. Le cumul des mandats scandalise nos chômeurs. Les lois d'amnistie minent la morale républicaine. Tout homme d'état doit être incorruptible ; et même au-dessus de tout soupçon, telle la femme de César. Car une démocratie ne se résume pas à de la Croissance, il lui faut aussi de la Vertu !

\*

*Vigilance.* Les débats budgétaires des collectivités territoriales sont publics. On éviterait la corruption et les ghettos, en surveillant de près nos élus. Les comptables retraités, et les journalistes honnêtes, pourraient nous

rendre ce service. D'autant que la visite des palais régionaux se révèle grandiose ! Ces grands féodaux, par leurs choix budgétaires et leurs rentes de situation, brident notre démocratie locale quand on a le plus besoin d'elle.

\*

*Arrogance.* Un énarque n'est ni de droite ni de gauche : il défend sa carrière et sa caste. Il faut en avoir fréquenté pour comprendre que cette noblesse d'état estime que le pays lui appartient. Une telle suffisance est excusable en période de prospérité. Dans une période de crise, l'incompétence devient une indécence. Dette publique démesurée et noblesse obtuse, il serait assez drôle que l'Histoire se répète : la Révolution française est née d'un tel contexte !

\*

*Impuissance.* Les énarques rédigent des devoirs en deux parties. Chez eux, pas de synthèse. C'est à leur supérieur hiérarchique de la faire, en agissant. Cette forme de pensée impuissante serait insigne si les énarques n'occupaient des postes clefs : ils sont banquiers, industriels, assureurs et même politiciens ! Malheur au pays dirigé par des eunuques omniscients ! Le comble de l'humour, c'est qu'il faudra élargir cette élite pour sauvegarder notre démocratie !

\*

*Intangible.* Les partis extrémistes n'ont pas leur place dans une Assemblée Nationale. C'est une erreur de croire que, par contagion, la République pourra assimiler les "valeurs" qui visent à la détruire. C'est une naïveté de s'imaginer qu'on leur offrant une tribune légale, ils renonceront à une violence illégale. La République ne peut se compromettre, car une Loi n'est crédible que si elle

demeure intangible : l'intérêt général exige une pureté d'intention et exclut la souillure du préjugé. Dans une démocratie, on ne badine pas avec la morale : les principes républicains survivent, en s'imposant tels des dogmes. Quand on glisse un ver dans un fruit sain : qui l'emporte ? Le ver ou le fruit ?

\*

*Ignorance.* Les français se plaignent des dysfonctionnements de la République. C'est parce qu'ils ignorent leur Constitution. S'ils la relisaient, ils découvriraient, avec surprise, qu'elle ne respecte pas *ce principe de la séparation des pouvoirs* qui fonde une démocratie. Le plus drôle, c'est qu'il fut conçu par un français : ce cher Montesquieu !

\*

*Opportuniste.* Où est l'indépendance de la Justice quand un procureur de la République, usant de son pouvoir "opportuniste", renonce à poursuivre un premier ministre ; tout en reconnaissant, dans un communiqué, que les éléments du délit de "prise illégale d'intérêt" sont suffisamment caractérisés pour que la responsabilité pénale de l'individu soit engagée ?

\*

*Justice.* Nos magistrats souffrent de leur mauvaise image de marque. Examinons le système judiciaire. Des juges nommés par le pouvoir exécutif, une justice lente et onéreuse, des prisons archaïques et bondées avec des records de suicide, de viols et de SIDA. C'est vrai qu'il n'y a pas de quoi être fiers ! Une réforme urgente s'impose : pas d'arrestation sans avocat, pas de prison sans jugement préalable. En ne la réclamant pas, les magistrats

se déconsidèrent. Mais après tout, de quoi se plaignent-ils : n'est-on pas le premier responsable de sa servilité ? Il faut dire, à leur décharge, que l'indépendance des juges implique plus de responsabilité : des sanctions, en cas d'erreurs ! Mais après tout, de quoi nous plaignons-nous : n'avons-nous pas la meilleure Justice du monde puisqu'en trois siècles, elle n'a réhabilité qu'une poignée innocents ! ?

\*

*Absurde.* Qu'un pays comme le nôtre, qui se targue d'être celui de la Raison, puisse conserver la "détention provisoire", relève de l'absurde ! Emprisonner quelqu'un, avant même de le juger, scandalise des enfants de sept ans ! Et, quand on leur raconte que l'État indemnise ensuite les personnes indûment incarcérées, ils hésitent entre les rires devant tant de bêtise et les pleurs, devant tant de vies brisées. Pour le législateur, la "détention provisoire" devait être exceptionnelle : 40 % des prisonniers sont dans ce cas.

\*

*Infamie.* Si l'on devait mesurer le degré de barbarie d'une société, à l'état de ses prisons ou au destin de ses détenus, la France aurait de quoi s'inquiéter. Les moyens de réinsertion sont si dérisoires et les conditions d'octroi d'une libération conditionnelle, si absurdes ! Pour sortir de prison, on doit justifier d'un emploi et d'un logement. En période de chômage, quel exploit d'obtenir du travail avec un casier judiciaire et un toit, sans bulletins de salaire ! Pire encore, le service des Douanes, au mépris de la séparation des pouvoirs, prolonge la détention d'un délinquant, incapable de payer ses amendes. La prison offre à ses hôtes, un voyage dans le temps : celui de

l'Ancien Régime où, au fer rouge et à jamais, on vous marquait sur l'épaule, le sceau royal de l'infamie !

\*

*Fusion.* Il est grand temps de créer en France, une Cour Suprême par la fusion du Conseil Constitutionnel, du Conseil d'Etat et de la Cour de Cassation. Une Justice unifiée serait plus forte, moins dépendante du pouvoir dès lors que les juges se coopteraient. Cette fusion aurait aussi pour avantage de dissoudre la juridiction administrative, qui fleure bon la "justice seigneuriale". Lorsqu'un individu entre en conflit avec l'État, ce dernier, par ses "magistrats-fonctionnaires", se retrouve juge et partie. Comment s'étonner dès lors que le Conseil d'Etat, dont les juges ne sont pas inamovibles, refuse au simple citoyen le droit d'ester en justice contre un président de conseil régional, accablé par la Cour des Comptes ? En matière de Justice, il n'y a pas que son langage qui soit désuet !

\*

*Bavures.* L'indulgence des magistrats à l'égard des policiers meurtriers, est gravissime. Elle démontre qu'il existe — au sein de l'appareil d'Etat et au-delà d'une connivence corporatiste — une démarche fascisante. Les magistrats italiens, dans les années vingt, se conduisaient de même envers les "squadristes". Lorsque des juges pervertissent la Justice, en "oubliant" qu'Elle est aveugle aux pressions ou à la corruption, la démocratie s'effondre. Car elle perd, sur le plan symbolique, sa base essentielle : l'universalité de la Loi !

\*

*Le serpent.* Tout le monde connaît cette image du serpent qui se mord la queue. Notre caste dirigeante lui ressemble fort. Devant la montée des mécontentements et la “fracture sociale”, elle sent bien qu’elle doit *se* réformer. Il faut supprimer l’ENA et tout cumul des mandats, sanctionner les abus de biens sociaux, réduire le pouvoir exécutif, affranchir la Justice, inaugurer une vraie réforme fiscale et de l’urbanisme, etc. Mais cette caste en est-elle capable, peut-elle s’infliger de tels coups, quand nos lois les plus audacieuses se perdent dans le marécage des amendements ou des décrets de “non-application” ? Faudra-t-il une nouvelle nuit du 4 Août, avec des résidences secondaires et des “safranes” brûlées, pour les voir monter à la tribune et hurler : “je renonce à tel avantage. !” ? Ce serait drôle.

\*

*Privatisation.* L’État socialise les pertes, privatise les profits et brade son patrimoine. Le groupe Thomson-CSF a failli se vendre pour 1 Franc symbolique ! Car une privatisation se déroule en deux tours. D’abord, l’État joue au capitalisme populaire en vendant, à bas prix, ses actions. Ensuite, de grands groupes privés les rachètent aux petits porteurs : ce qui les valorise d’emblée et concentre les fortunes. Quand l’hiver fut venu, la cigale se trouva fort dépourvue : comment interviendra cet État dépouillé, si la crise s’aggrave ? On oublie qu’une économie capitaliste reste cyclique et que le citoyen modeste finance les nationalisations par l’impôt ! La privatisation, c’est le vol légal des pauvres dans l’euphorie générale.

\*

*Chômage.* C’est, paraît-il, notre priorité politique. Mais, quand on considère les mesures prises — une monnaie

forte, une désinflation, une liberté des prix, une déréglementation boursière, une réduction des déficits publics — on s'aperçoit que l'État favorise l'épargnant aux dépens du salarié ; même sur le plan fiscal. Dans ce pays, depuis des lustres, l'ennemi : c'est l'inflation, pas le chômage ! La preuve : le gouvernement socialiste de Mr Jospin s'est empressé de créer des obligations du Trésor public, *indexées sur l'inflation* et émises en Euros ! Paradoxe suprême : les chômeurs votent pour cette politique qui les dessert ! Une population immature aime qu'on lui mente.

\*

*Évaporation.* Les progrès techniques (ordinateurs, robots, génie génétique, etc.) ont engendré une formidable croissance de la productivité. On aurait pu penser qu'avec cette plus-value, nos gouvernements de tous bords allaient satisfaire les besoins vitaux de la population : H.L.M. confortables, écoles allégées et apaisées, bibliothèques achalandées, transports en commun fluides et sûrs, etc. Du fait du multiplicateur Keynésien, ces investissements judicieux auraient stimulé la croissance et diminué notre chômage. Il n'en fut rien ! On se retrouve avec un pays riche, mais une population appauvrie. Pourquoi ? Parce que notre plus-value s'est évaporée !

\*

*Hold-up.* Nos gouvernements — de gauche y compris — ont choisi de concentrer les patrimoines par une fiscalité complaisante et de favoriser la fuite des capitaux, par une déréglementation boursière. Les résultats sont merveilleux ! D'une part, la faible demande en biens sociaux — faute d'investissements de l'État — engendre une multitude de chômeurs qui réduit nos salaires et la demande par la consommation. D'autre part, notre plus-

value nourrit cette bulle spéculative mondiale, qui asservit tout gouvernement désireux d'assurer une sécurité sociale décente à sa population.

\*

*Forte.* Quel est l'intérêt, pour un smicard, d'avoir un Euro fort ? Une monnaie forte ne favorise que le détenteur d'un énorme revenu, et ne se justifie plus quand les matières premières se bradent dans le monde. La certitude de s'enrichir — en spéculant sur les monnaies — s'avère d'autant plus scandaleuse qu'elle se paye d'une précarisation croissante des salariés. Faudra-t-il une révolution mentale pour que nos socialistes européens comprennent qu'une monnaie faible peut être vertueuse, lorsqu'elle s'accompagne d'une légère inflation et du plein emploi ?

\*

*Alternative.* La délocalisation n'a pas que des effets négatifs — le chômage et la friche industrielle des pays riches — elle permet également d'industrialiser les pays pauvres, pollution comprise. Par une sorte de plan Marshall planétaire, on aurait pu accompagner ce développement du Tiers-Monde afin qu'il atteigne un niveau de vie correct et une sécurité sociale décente. Ce qui nous aurait permis de leur exporter nos produits à haute valeur technologique et de diminuer notre propre chômage. Il n'en fut rien ! Au nom de la "mondialisation", nos gouvernements — de gauche y compris — ont préféré "tiers-mondiser" nos salariés ; en détruisant le droit du travail pour enrichir nos possédants. Il fallait oser ! Ils l'ont fait avec enthousiasme, en étant réélus.

\*

*Croyance.* De 1983 à 1995, les socialistes français ont appliqué des idées qui ont secoué Marx dans sa tombe : “*Aidons les patrons pour sauver les chômeurs !*” “*Subventionnons les spéculateurs pour enrichir la nation !*” Les résultats n’ont pas déçu : enrichissement des capitalistes, paupérisation des prolétaires, faillite de banques nationalisées, accroissement de la Dette Publique, augmentation du chômage et du racisme. Cette “inversion” politique — je n’ose parler de perversion — était-elle due à une faiblesse idéologique, à du cynisme, à la contrainte du capitalisme ? L’Histoire tranchera, et elle ne sera pas tendre pour cette période. Or, les Français, pour chasser une Droite médiocre, ont réélu *ces* “socialistes” ! Qui osera dire, devant cet avènement, que le salut ne réside pas dans la foi ?

\*

*Paralysie.* En France, la répartition du Patrimoine demeure scandaleusement injuste puisque 10 % de la population détiendrait 60 % de la fortune du pays et que l’héritage reste la principale source d’inégalité. Or, ce patrimoine est sacré : ni la Droite ni la Gauche n’osent y toucher. La Droite, c’est normal puisque, s’inspirant d’Adam Smith, elle est persuadée que l’épargne d’une minorité enrichit toute la nation. La gauche, c’est normal puisque, traumatisée par le “mur d’argent” d’Herriot, elle craint une fuite des capitaux devant l’impôt. Ainsi, en excluant les objets d’art et l’outil de travail, notre impôt sur la Fortune est de 1 % ! Pour lutter contre les inégalités croissantes, l’État doit donc augmenter tous les autres prélèvements obligatoires. Résultat : les Français se plaignent amèrement de leur fiscalité et de l’impuissance de leurs gouvernants ! Apothéose : les citoyens modestes, accablés d’impôts, réclament moins d’Etat alors qu’ils sont victimes d’une déficience des services publics !